

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION ET L'ASSOCIATION PÉRISCOLAIRE DES SAINTS MARCELOUS

### ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

**La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération**, Maison des Services Publics, 1, avenue St Martin à MONTÉLIMAR (26200), représentée par son Président, Monsieur Julien CORNILLET, ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes, par une délibération du Conseil communautaire n° .....du ....., et ci-après dénommée « **Montélimar-Agglomération** »,

d'une part,

### ET :

**L'Association « Périscolaire des St Marcelous »**, association loi 1901, déclarée en sous-préfecture de Nyons le 22/07/2011 sous le numéro 34256677500033 ayant son siège social 1 place des Ecoles à SAINT MARCEL LES SAUZET (26740), représentée par Mme Blandine ALLÈGRE, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée générale du 24 mars 2017, et ci-après dénommée « **L'Association** »,

d'autre part,

### ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Considérant le projet initié et conçu par l'Association, qui œuvre en faveur des activités « jeunesse » et qui propose ce type d'activités à destination des enfants en dehors du temps scolaire, conforme à son objet statutaire.

Considérant que Montélimar-Agglomération a pour objectif de soutenir et de favoriser toute initiative locale corrélative du rôle et de la place du périscolaire dans l'éducation des enfants.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'Association participe de cette politique et à la satisfaction d'un intérêt communautaire.

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION – ENGAGEMENT DES PARTIES

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions défini à l'article 2 ainsi que les moyens nécessaires à la réalisation de chacune des actions prévues.

Pour sa part, Montélimar-Agglomération contribue à la réalisation de ce programme d'actions comme précisé à l'article 4 sans attendre une quelconque contrepartie directe de cette contribution.

#### Article 2 : LE PROGRAMME D'ACTIONS DE L'ASSOCIATION

Les objectifs principaux du projet de l'Association visent notamment à gérer l'organisation et le fonctionnement des activités périscolaires des écoles publiques de Saint-Marcel-lès-Sauzet, dans le cadre d'accueil de loisirs associé à l'école développé sur le territoire de Montélimar-Agglomération.

Ainsi, le programme d'actions dont le descriptif figure en annexe 1 à la présente convention vise notamment à :

- accueillir les enfants scolarisés pendant le temps contigu au temps scolaire, à savoir le matin avant la classe à partir de 7 h 30, sur le temps méridien de 12 h à 13 h 30 et le soir après la classe jusqu'à 18 h 30,
- assurer, le cas échéant, le déplacement des enfants en dehors de l'enceinte scolaire jusqu'au lieu d'activités périscolaires,
- proposer aux enfants des animations de qualité, diversifiées (éducative, culturelle, artistique, sportive... sans oublier les temps libres et les loisirs) mais aussi adaptées à l'état physiologique des enfants, par des intervenants qualifiés, dans le cadre du PEDT de Montélimar-Agglomération, et du projet éducatif du périscolaire,
- proposer aux familles un tarif conforme à celui pratiqué par Montélimar-Agglomération.

## **Article 2.1 – Les moyens de mise en œuvre du programme d'actions**

### **2.1.1 – Les moyens humains**

Le nombre de postes de permanents à l'Association s'élève à 4 salariés et des bénévoles.

### **2.1.2 – Les moyens matériels**

L'Association dispose :

- de locaux et de moyens matériels mis gracieusement à sa disposition sur la base de l'article L.2125-1 dernier alinéa du Code général de la propriété des personnes publiques qui dispose que « l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général »,
- de moyens matériels qui ont été acquis par l'Association.

## **Article 3 : DURÉE ET PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une période d'un (1) an à compter de sa date de signature.

## **Article 4 : CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROGRAMME D'ACTIONS**

Le coût total estimé éligible du programme annuel d'actions est évalué à 76 585 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 2 à la présente convention.

Les coûts pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions par l'Association décrit à l'article 2 de la présente convention.

## **Article 5 : CONTRIBUTIONS DE MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION ET MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**

### **Article 5.1 : Le montant de la contribution financière**

Montélimar-Agglomération contribue financièrement à la réalisation du programme d'actions de l'Association pour un montant de 44 915 € qui équivaut à 58,65 % du montant prévisionnel annuel du programme d'actions de l'Association.

Cette contribution financière n'est toutefois acquise que sous réserve des conditions suivantes :

- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 2 et 6,
- la vérification, conformément à l'article 7, que le montant de la contribution financière n'excède pas le coût du projet de l'association,

et des décisions de Montélimar-Agglomération prises en application des articles 7 et 8.

## **Article 5.2 : Modalités de versement de la contribution financière**

Montélimar-Agglomération versera :

- Cinquante pour cent (50 %) du montant de la contribution financière dans un délai de trente (30) jours suivant la date de signature de la convention.
- Quarante pour cent (40 %) du montant de la contribution financière au cours du troisième (3<sup>ème</sup>) mois suivant celui de la date de signature de la convention.
- Le solde du montant de la contribution financière sera versé après vérification que les conditions mentionnées à l'article 5.1 ont été respectées par l'Association.

## **Article 5.3 - Paiement**

Le montant de la contribution financière sera imputé sur les crédits inscrits au budget général de Montélimar-Agglomération, compte 6574 fonction 422 et crédité au compte de l'Association ouvert à son nom :

- sous le n° : 13906 00182 190539539 30
- banque : Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes
- à : Le Teil (07400).

L'ordonnateur des dépenses est Monsieur le Président de Montélimar-Agglomération ou son représentant par délégation et le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier Principal de Pierrelatte.

## **Article 5-4 - La mise à disposition de personnel et matériels**

A la demande de l'Association, Montélimar-Agglomération pourra, afin de soutenir les actions de l'Association, mettre à disposition des moyens humains et matériels communautaires, à titre gracieux et de façon ponctuelle.

Les demandes de l'Association devront être faites par écrit et adressées à Montélimar-Agglomération qui appréciera, au cas par cas et suivant ses moyens, d'y répondre favorablement ou non.

L'Association se doit d'utiliser le logiciel métier, ainsi que le portail famille fournis par Montélimar-Agglomération.

## **Article 6 : LES AUTRES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

### **Article 6.1 : Incessibilité des droits**

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'Association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit. Elle ne pourra notamment pas sous-louer tout ou partie des locaux mis à sa disposition, même temporairement.

### **Article 6.2 : Assurances**

L'Association atteste à la signature de la présente convention avoir souscrit les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

L'association s'engage à adresser au service Juridique de Montélimar-Agglomération, dans un délai maximum de cinq (5) jours suivant la date de la signature des présentes et avant toute prise de

possession des lieux mis à sa disposition, une attestation portant mention de l'étendue des garanties souscrites.

Montélimar-Agglomération se réserve la possibilité de demander à l'Association de souscrire une assurance complémentaire, si les garanties présentées sont jugées insuffisantes.

L'association s'engage enfin à payer les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que Montélimar-Agglomération ne puisse en aucun cas être inquiétée et à en adresser le justificatif à cette dernière.

### **Article 6.3 : Communication**

L'Association s'engage à mentionner la participation de Montélimar-Agglomération et à faire figurer le logo de cette dernière de manière lisible et dans le respect de la charte graphique de Montélimar-Agglomération, notamment lors des relations avec les médias ou à l'occasion de la réalisation de supports de communication (plaquette de présentation, site Internet, affiches, ...).

### **Article 6.4 : Budget et comptabilité**

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et à respecter les législations fiscales et sociales propres à ses activités.

### **Article 6.5 : Justificatifs**

L'Association s'engage à fournir, pour chaque période annuelle d'exécution de la présente convention, les documents ci-après aux dates indiquées :

Pour le 31 octobre 2023 :

- Une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales.
- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Un rapport d'activités exhaustif et précis de l'ensemble de l'activité de l'Association relative à la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2.

Lorsque l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à Montélimar-Agglomération, dès leur réception, tout rapport produit le(s) dit(s) commissaire(s) aux comptes.

Tous ces documents devront être transmis en deux (2) exemplaires à :

Montélimar-Agglomération  
1, avenue Saint Martin  
26200 MONTÉLIMAR

### **Article 6.6 : Evaluation**

L'Association s'engage à fournir, au moins deux (2) mois avant l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2 de la présente convention.

Montélimar-Agglomération procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1 et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt communautaire comme exposé dans le préambule.

#### **Article 6.7 : Impôts et taxes**

L'Association s'engage à acquitter l'ensemble des impôts et taxes liés à ses activités.

#### **Article 7 : CONTRÔLES PAR MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION**

Montélimar-Agglomération contrôle annuellement et à l'issue de la convention que sa contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2 de la présente convention.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par Montélimar-Agglomération, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 5.6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'Association s'engage alors à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

#### **Article 8 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de Montélimar-Agglomération, cette dernière peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants. Montélimar-Agglomération en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 9 : RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### **Article 10 : MODIFICATIONS**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le représentant légal de Montélimar-Agglomération, après autorisation donnée par le Conseil communautaire, et l'Association. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

#### **Article 11 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Pour tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le Tribunal Administratif de Grenoble est seul compétent.

**Fait en deux (2) exemplaires originaux**

**A Montélimar, le \_\_\_\_\_**

**Pour l'Association**

La Présidente,

Blandine ALLÈGRE

**Pour Montélimar-Agglomération**

Le Président,

## ANNEXE I

### CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION ET L'ASSOCIATION PÉRISCOLAIRE LES SAINT MARCELOUS

#### DESCRIPTIF DES ACTIONS

Offrir un service périscolaire de qualité en cohérence avec le Projet Educatif Territorial de Montélimar-Agglomération.

« Périscolaire des St-Marcelous s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions suivant comportant des obligations destinées à permettre la réalisation des objectifs visés à l'article 1 de la convention :

### **INTITULÉ DE L'ACTION**

Organisation et fonctionnement des activités périscolaires des écoles publiques de Saint-Marcel-lès-Sauzet.

#### **A/ OBJECTIFS :**

- Accueil des enfants au périscolaire et propositions d'activités menées par l'équipe d'animateurs et pouvant nécessiter des intervenants extérieurs pour plus de diversification pédagogique,
- Découverte de disciplines telles que le sport, la danse, la poterie et différentes activités manuelles,
- Préparation d'un spectacle en fin d'année scolaire.

#### **B/ PUBLIC VISE :**

Enfants- Familles

#### **C/ LOCALISATION :**

Commune de Saint-Marcel-lès-Sauzet.

#### **D/ MOYENS MIS EN ŒUVRE :**

Moyens humains	Moyens techniques
Animateurs / Techniciens d'activités / Prestataires	Locaux, Matériel pédagogique.

#### **E/ INDICATEURS ASSOCIÉS AUX OBJECTIFS :**

- Comportement de l'enfant,
- Bilan de fin de journée,
- Communication entre l'équipe, les enfants et leurs familles



## ANNEXE II

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION  
ET L'ASSOCIATION PÉRISCOLAIRE LES SAINT MARCELOUS

### BUDGET PRÉVISIONNEL DES ACTIONS

**- Budget prévisionnel du programme annuel d'activité -**  
*(à compléter obligatoirement pour toute demande de subvention de fonctionnement)*

**FONDS DE RÉSERVE (à la date de dépôt du dossier)**

Disponible en caisse	0	€
Disponible en banque et placements	44818,3	€

**DÉPENSES**

**RECETTES**

**ACHATS**

**VENTES**

Alimentation	350	€
Eau, énergie, essence, fluides...	0	€
Fournitures administratives et informatiques	150	€
Fournitures entretien, hygiène et secours	420	€
Matériel d'activité, petit équipement...	2240	€

Prestations de service (interv., stages...)	11000	€
Vente de marchandises	0	€
Vente d'espace publicitaire aux sponsors	0	€
Recettes buvettes, repas, billetterie...	0	€

**SERVICES EXTÉRIEURS**

**SUBVENTIONS**

Prestations de service diverses	3700	€
Location de salle, d'équipement...	0	€
Location de véhicule	0	€
Autre location	0	€
Frais d'entretien et de réparation	0	€
Frais d'assurance	390	€
Frais de documentation	0	€

Fonds européens	0	€
État	0	€
Région	0	€
Département	13283	€
Intercommunalité	5200	€
Commune	0	€

**AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS**

**PRODUITS DE GESTION**

Personnel extérieur (comptable, avocat...)	3400	€
Frais de communication	60	€
Frais de transport, péages, billets	200	€

Cotisations, adhésions	250	€
Collectes diverses, souscriptions...	0	€
Redevances	0	€

**AUTRES PRODUITS**

Frais postaux et de télécommunication	490	€
Frais bancaires	155	€

**CHARGES DE PERSONNEL**

Rémunération du personnel, primes...	50600	€
Charges de personnel (maladie, retraite...)	14000	€
Frais professionnel et de formation	50	€

**AUTRES CHARGES**

Impôts et taxes (habitation, carte grise...)	380	€
Charges de gestion (affiliation, adhésion...)	0	€
Charges financières (intérêts d'emprunts...)	0	€
Charges exceptionnelles (franchises...)	0	€
Dotations aux amortissements, provisions	0	€

**TOTAL DES DÉPENSES**

	76585	€
--	-------	---

**CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE**

Encadrement bénévole (heures x SMIC brut)	0	€
Valeurs des prestations des bénévoles	0	€
Mise à disposition gratuite (locaux, matériel)	0	€

Mécénat	0	€
Dons, legs	0	€
Produits financiers : intérêt des placements	52	€
Reprises sur amortissements	0	€
Report d'une subvention non utilisée	0	€

**TOTAL DES RECETTES**

	76585	€
--	-------	---

**RÉSULTAT DE L'EXERCICE**  
(Doit impérativement être équilibré.)

0 €